

ACTUALITE

18 découvertes d'hydrocarbures ont été réalisées en Algérie sur les huit premiers mois de 2014

A la fin août, soit un peu plus d'un mois avant la fin de l'**appel d'offres international pour l'exploration** lancé par l'agence **Alnaft** au début de cette année (PGA du 1.2.2014, p. 3), la **Sonatrach** a publié diverses informations et données sur les résultats de ses activités d'exploration en 2014. Ces résultats sont fort bons, ce qui n'est pas une surprise au regard de ceux qui ont été annoncés dans les dernières années par la société nationale. Ils viennent évidemment à point nommé dans la dernière ligne droite avant la soumission des offres le 30 septembre mais c'est de bonne guerre. On ne peut d'ailleurs que souhaiter que de telles informations soient publiées plus fréquemment et plus régulièrement à l'avenir, le passé récent ayant été marqué par une conduite un peu erratique dans ce domaine.



Plusieurs éléments clés ressortent de ces informations. **Pétrole et Gaz Arabes (PGA)** en fait la synthèse ci-dessous (voir aussi dans ce numéro Algérie en page 32) :

- L'Algérie demeure un pays dans lequel **les découvertes d'hydrocarbures sont nombreuses** et, ce, depuis plusieurs années. Selon la Sonatrach, **13** ont été enregistrées au cours du premier semestre, ce qui est un chiffre plus que respectable.
- Le second semestre 2014 se présente sous de bons auspices puisque la compagnie nationale fait état de **cinq autres découvertes** sur les mois de juillet et d'août, ce qui porte à **18** le total réalisé au cours des huit premiers mois de l'année.
- Alors que 2014 n'est pas achevé, la Sonatrach estime que l'apport de ces découvertes en termes de **volumes d'hydrocarbures** en place mis en évidence serait en gros du même ordre que pour l'année 2013 qui était de **535 millions de tonnes équivalent pétrole** [Mtep – la Sonatrach comptabilise ici ce qui relève du prouvé et du probable (P+P) et inclut les nouvelles découvertes et les réévaluations de champs existants]. Là encore, cette évaluation – environ 3,9 milliards de barils équivalent pétrole – est élevée et montre bien que le sous-sol algérien conserve un potentiel tout à fait significatif. Pour le premier semestre, les volumes mis en évidence (P+P) seraient de **235 Mtep** avec 159 Mtep en plus classés dans la catégorie "possible". L'industrie privilégie les données sur le P+P car la probabilité de concrétisation de ces volumes est beaucoup plus élevée.
- L'Algérie est plus un pays gazier que pétrolier en termes de réserves mais il ne faut pas trop rapidement enterrer son potentiel de liquides. La société nationale précise ainsi que, sur l'ensemble de l'année 2014, **l'apport de l'exploration devrait être équilibré entre le gaz naturel et les liquides** [pour les six premiers mois de 2014, la décomposition des découvertes présentée par la Sonatrach doit contenir une erreur puisqu'il est question de cinq découvertes d'huile, de six découvertes de gaz à condensats et de deux découvertes d'huile ... - NDLR].
- La **répartition géographique** des découvertes effectuées au cours du premier semestre est relativement diversifiée. La Sonatrach cite les bassins de **Berkine** et d'**Illizi**, les zones autour des gisements satellites de **Hassi Messaoud** et de **Hassi R'Mel** et le bassin de **Gourara**.
- Les découvertes de 2014 et celles de 2013 **confortent les hypothèses géologiques** avancées depuis l'intensification du programme d'exploration de la Sonatrach, ce qui permet d'être optimiste pour le proche avenir.

- Les **débits** constatés lors des tests de production étaient compris, pour les découvertes du premier semestre, entre 3 et 19,5 mètres cubes par heure pour l'huile, 5 200 et 24 900 mètres cubes/heure pour le gaz et 2 et 12 mètres cubes/h pour les condensats.
- Toujours pour le premier trimestre, les **épaisseurs nettes des réservoirs** étaient de 5,5 mètres en moyenne (16 mètres au maximum) pour les niveaux à huile et de 9 mètres (jusqu'à 25 m) pour les niveaux à gaz et à gaz à condensats.

La Sonatrach ne fait pas du tout allusion aux compagnies étrangères, ce qui laisse penser qu'elle aurait été à l'origine de 100% des découvertes en 2014. Sous réserve de confirmation, cet élément n'est pas très surprenant car les firmes étrangères ont considérablement diminué au fil du temps leur activité d'exploration en Algérie et la société nationale est depuis plusieurs années responsable de la quasi-totalité des succès enregistrés, que ce soit pour le gaz ou pour les liquides.

L'un des principaux objectifs de l'appel d'offres de cette année est justement de contribuer à renverser cette tendance. Nous saurons très prochainement si ce but est atteint.

Francis Perrin

□ Convention France Maghreb/Journée Energies (Paris, 6-7 mars 2015)

La 13^{ème} **Convention France Maghreb** se tiendra à Paris les 6 et 7 mars 2015 et cet événement comprendra pour la première fois une **Journée Energies**, le 6 mars. Les pays couverts sont l'**Algérie**, la **Libye**, le **Maroc**, la **Mauritanie**, la **Tunisie** et la **France**. Les thématiques principales de la Journée Energies seront l'exploration et le développement d'hydrocarbures conventionnels, le pétrole et le gaz non conventionnels, les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie. Le prix de l'inscription à la Journée Energies est de 350 euros. Pour toute information sur les inscriptions, la participation à l'exposition et les opportunités en matière de sponsoring, voir Contacts et la plaquette complète de la Convention sur notre site internet www.stratener.com

Programme de la Convention France-Maghreb

Journée Energies

Vendredi 6 mars 2015

8h00 Café d'accueil et enregistrement des participants

8h45 Ouverture officielle

9h15 Plénière 1 : Exploration et développement pétrole et gaz

11h00 Plénière 2 : Pétrole et gaz non conventionnels

12h30 Déjeuner

14h00 Plénière 3 : Energies renouvelables

16h00 Plénière 4 : Maîtrise de l'énergie

17h30 Plénière 5 : Innovations et énergies

20h00 Cocktail dînatoire France Maghreb

Contacts : pour toute information, president@convention-france-maghreb.com; tél. : +33 7 62 56 68 34 ; www.convention-france-maghreb.com; pour une inscription, mccmrh@gmail.com;
Convention France Maghreb : BOI - 20, rue des Reuillettes, 75013 Paris ; tél : +33 (0) 1 45 35 48 48; fax : +33 (0) 1 45 35 88 18 ; mobile : +33 7 62 56 68 34.

Le gaz au cœur de la stratégie énergétique iranienne

L'Iran est un géant pétrolier mais encore plus une puissance gazière de tout premier plan, certaines sources, telles que la *BP Statistical Review of World Energy*, le plaçant d'ailleurs au premier rang mondial devant la **Russie** pour les réserves prouvées (**33,8 trillions de mètres cubes** à la fin 2013) ; le pays contrôle un champ supergéant de gaz et de condensats, **South Pars** (qui est partagé avec le **Qatar** – la phase **17** de South Pars devrait commencer à être opérationnelle en janvier 2015) ; le gaz est essentiel dans la **consommation domestique** pour les ménages, l'industrie et la génération d'électricité. Et, *last but not least*, Téhéran caresse l'ambition légitime de devenir ultérieurement un **grand exportateur gazier**, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui. Comme souligné à plusieurs reprises par **Pétrole et Gaz Arabes (PGA)**, le développement accéléré des phases de South Pars non encore en exploitation est l'un des objectifs clés de la stratégie énergétique de l'Iran.

La **National Iranian Gas Company (NIGC)** entend porter à **330 milliards de mètres cubes par an** d'ici trois ans ses ventes de gaz naturel, ce qui implique des dépenses coûteuses en termes d'infrastructures de traitement, de transport, de compression, de distribution et de stockage. Selon la compagnie nationale, des investissements de **\$62 milliards** sont requis pour permettre la concrétisation de cet objectif.

L'une des priorités est de développer le **réseau de transport** pour des raisons à la fois internes et externes. Le gouvernement entend améliorer la satisfaction des besoins énergétiques de la population, un problème particulièrement sensible en hiver dans certaines régions de l'Iran, et la NIGC vient de se voir autoriser à puiser dans des fonds alloués au développement de South Pars pour accélérer – un maître mot dans la politique des hydrocarbures de l'Iran – la construction des conduites principales **IGAT-6** (1 300 kilomètres), **9** (1 863 km) et **11** (1 100 km), dont le coût est évalué par cette entreprise à **\$12 milliards** (\$2 milliards, \$6 milliards et \$4 milliards respectivement selon la NIGC citée par l'agence *Shana* mais ces estimations de coût varient selon les dépêches officielles). Ces gazoducs de 56 pouces de diamètre desserviront South Pars et achemineront le gaz vers le nord et le centre du pays et certains d'entre eux (IGAT-9 notamment) pourront ultérieurement être prolongés dans la perspective de **l'exportation de gaz vers l'Europe**. Globalement, la capacité de l'ensemble du réseau de transport de gaz devrait doubler à **400 milliards de mètres cubes/an** d'ici à 2025, selon l'**Iranian Gas Transmission Company**.

Les sources officielles indiquent que 84% de la population a aujourd'hui accès au gaz mais ce pourcentage devra passer à 94,5% (71 millions de personnes) dans les trois prochaines années. De plus, le **secteur pétrochimique**, fort important en Iran, envisage de consommer plus de 21% de la production gazière nationale vers 2025 et le dynamisme de cette industrie, qui a bénéficié de la suspension de certaines sanctions dans le cadre de **l'accord de Genève** avec les 5+1, est essentiel en termes d'activité, d'industrialisation et d'emploi en Iran et en tant que gros pourvoyeur de devises pour le pays.

Téhéran vient d'inaugurer le stockage gazier de **Shourijeh**, dans le nord-est du pays, une installation qui est présentée comme la plus importante de ce type au Moyen-Orient avec une capacité de **4,8 milliards de mètres cubes**. Le **ministère du Pétrole** veut par ailleurs accélérer le projet de **Kharg LNG**, lancer un **appel d'offres international pour l'exploration pétrolière et gazière portant sur 40 blocs** avec le nouveau modèle de contrat **IPC** et s'intéresser au **gaz de charbon**, dont le pays est sans doute assez bien doté.

La clé de voûte étant, là comme ailleurs, l'investissement, la NIGC a fait état de discussions en cours avec **17 sociétés**, dont 13 firmes asiatiques ou européennes et quatre entreprises iraniennes en vue de leur participation à des projets gaziers en Iran. La levée des sanctions est cependant indispensable pour que Téhéran puisse progressivement réaliser ses grandes espérances dans le secteur gazier.

Francis Perrin